

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/43464]

22 JUIN 2023. — Décret visant à octroyer un complément de périodes dédiées au tronc commun dans l'enseignement primaire ordinaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement*

Article 1^{er}. À l'article 14 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, les mots « Dans les écoles primaires où l'enseignement de la seconde langue est obligatoire légalement, cet enseignement est donné » sont remplacés par les mots « Dans les écoles primaires de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et des communes dotées d'un régime spécial visées à l'article 1.8.1-1, 1^o, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que dans le cadre de l'article 2.2.1-6, § 2, du Code précité, cet enseignement peut être donné ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 2. À l'article 30, § 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 31 mars 2022, les termes « prioritairement à l'accompagnement personnalisé et, le cas échéant, » sont insérés entre les termes « la différence est consacrée » et les termes « au soutien ».

Art. 3. L'article 31 du même décret, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 31 mars 2022, est remplacé par ce qui suit :

« Article 31. - Sans préjudice de l'article 27, le nombre de périodes générées pour les cours de langue moderne, applicable du premier jour de l'année scolaire à la fin de l'année scolaire, est déterminé sur base de la population scolaire certifiée au 15 janvier précédent à raison de 2 périodes par tranche entamée de 23 élèves en prenant en compte la population cumulée des 3e, 4e, 5e et 6e années primaires, par implantation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans la Région de Bruxelles-Capitale, dans les communes visées à l'article 1.8.1-1, 1^o, du Code de l'enseignement et dans les écoles primaires créées par application de l'article 6 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans les communes visées à l'article 3, 1^o, de cette même loi, le nombre de périodes générées pour les cours de langue moderne, applicable du premier jour de l'année scolaire à la fin de l'année scolaire, est déterminé sur base de la population scolaire certifiée au 15 janvier précédent à raison de 3 périodes par tranche entamée de 23 élèves en prenant en compte la population cumulée des 3e, 4e, 5e et 6e années primaires, par implantation.

Dans les cas où, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 6, ou de l'article 27, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 30 septembre, les élèves à prendre en compte sont ceux de la 3e à la 6e année primaire au 30 septembre.

Par dérogation aux modalités fixées aux 1^{er} et 2e alinéas, lorsqu'au 15 janvier précédent, le nombre d'élèves à prendre en compte est égal à zéro et qu'au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours, ce nombre est supérieur à zéro, les élèves à prendre en compte sont ceux de la 3e à la 6e année primaire au 30 septembre.

Par dérogation aux modalités fixées aux 1^{er} et 2e alinéas, lorsqu'au 15 janvier précédent, le nombre d'élèves à prendre en compte est égal ou supérieur à 1 et qu'au 30 septembre de l'année scolaire en cours, ce nombre est égal à zéro, aucune période de langue moderne n'est attribuée à partir du 1^{er} octobre.

Pour autant que l'école organise un apprentissage par immersion en langue des signes, il est octroyé 2 périodes de capital-périodes supplémentaire par cours organisé tel que prévu aux 1^{er} et 2e alinéas. Ces deux périodes doivent permettre aux élèves scolarisés sur base des articles 12, 13, 13^{bis} et 13^{ter} du présent décret de bénéficier d'un cours de langue moderne en langue des signes. ».

Art. 4. L'article 31^{bis} du même décret, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2005, par le décret du 3 mai 2012 et par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 31^{bis}. - § 1^{er}. Afin de mettre en place un accompagnement personnalisé conformément à l'article 2.2.3-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le nombre de périodes générées spécifiquement pour l'accompagnement personnalisé est déterminé, par implantation, de la manière suivante :

1^o en 1e et 2e années primaires, 1 période est générée par tranche entamée de 5 élèves sur base de la population scolaire totale de ces deux années d'études ;

2^o en 5e et 6e années primaires, 1 période est générée par tranche entamée de 20 élèves sur base de la population scolaire totale de ces deux années d'études.

Par dérogation au calcul visé à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations comptabilisant moins de 26 élèves dans l'enseignement primaire et organisant uniquement la 1e et la 2e années primaires, un minimum de 4 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

Par dérogation au calcul visé à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations comptabilisant moins de 26 élèves dans l'enseignement primaire et organisant uniquement la 3e et la 4e années primaires, un minimum de 2 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

Par dérogation au calcul visé à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations comptabilisant moins de 26 élèves dans l'enseignement primaire et organisant uniquement la 5e et la 6e années primaires, un minimum de 2 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

Par dérogation au calcul visé à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations comptabilisant moins de 26 élèves dans l'enseignement primaire et organisant la 1e à la 4e année primaire, un minimum de 2 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

Par dérogation au calcul visé à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations comptabilisant moins de 26 élèves dans l'enseignement primaire et organisant la 3^e à la 6^e année primaire, un minimum de 2 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

Par dérogation au calcul visé à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations comptabilisant entre 26 et 44 élèves dans l'enseignement primaires et organisant la 1^e à la 4^e année primaire, un minimum de 4 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

De manière transitoire pour l'année scolaire 2023-2024, pour les implantations comptabilisant moins de 26 élèves dans l'enseignement primaire et organisant l'ensemble des années primaires, un minimum de 2 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

De manière transitoire pour l'année scolaire 2023-2024, pour les implantations comptabilisant entre 26 et 44 élèves dans l'enseignement primaire et organisant l'ensemble des années primaires, un minimum de 4 périodes est garanti pour l'accompagnement personnalisé.

Sans préjudice de l'article 27, la détermination des périodes générées pour l'accompagnement personnalisé s'effectue sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les années d'études concernées au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Ces périodes sont octroyées du premier jour de l'année scolaire au dernier jour de l'année scolaire. Elles peuvent uniquement être utilisées dans les implantations qui les ont générées. Elles doivent servir à satisfaire aux obligations prévues à l'article 2.2.1-4, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o, et alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire pour tous les groupes-classes de l'implantation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, s'il reste des périodes après avoir satisfait aux obligations prévues à l'article 2.2.1-4, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o, et alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire pour tous les groupes-classes de l'implantation, celles-ci visent alors soit le renforcement des dispositifs d'accompagnement personnalisé mis en place, soit d'autres finalités pédagogiques ou organisationnelles adaptées aux réalités et besoins locaux des établissements.

§ 2. Le membre du personnel chargé de l'accompagnement personnalisé est un instituteur primaire, un instituteur primaire en immersion, un maître de seconde langue, un maître de philosophie et de citoyenneté, un directeur avec charge de classe ou un logopède, tel que défini notamment par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Le choix de la (des) fonction(s) fait l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale. Toutefois, ce choix ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans l'une des fonctions activées.

§ 3. Pour les membres du personnel directeur et enseignant visés au § 2 :

1^o le volume des prestations des membres du personnel enseignant visés à l'alinéa 1^{er} est déterminé selon les normes fixées par le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ;

2^o le volume des périodes de cours des membres du personnel directeur visés à l'alinéa 1^{er} est déterminé conformément à l'article 23, § 1, du présent décret ;

3^o ces emplois visés sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois. Les emplois créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 4. Pour les logopèdes visés au § 2 :

1^o les articles 99, 100 et 101 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé leur sont applicables ;

2^o les emplois sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois. Les emplois créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 5. Tous les emplois, convertis en périodes, le sont à raison de 24 périodes par charge complète, et ce quelle que soit la catégorie du personnel et le régime de prestations en vigueur dans la fonction concernée.

§ 6. Toute implantation qui scolarise cinq élèves ou plus provenant :

1^o d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés par le juge ou le conseiller d'aide à la jeunesse ;

2^o d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe ;

3^o d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance ;

bénéficie de 0,5 période par élève visé aux points 1^o à 3^o, arrondi à l'unité supérieure.

Ces périodes s'ajoutent aux périodes d'accompagnement personnalisé visées au paragraphe 1^{er}.

Une attestation émanant de la direction du centre d'accueil, de l'internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, du home ou de la famille d'accueil doit être présentée au vérificateur pour justification. Ce document est renouvelé chaque année. ».

Art. 5. À l'article 45 du même décret, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 31 mars 2022, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« L'article 26, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, et l'article 41, § 2, sont d'application pour le comptage du nombre d'élèves visés aux alinéas précédents. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.*

Art. 6. À l'article 21, § 2, alinéa 1, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, les mots « des périodes d'accompagnement personnalisé » sont insérés entre les mots « des périodes d'éducation physique » et les mots « et des périodes de langues modernes ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Art. 7. À l'article 2.2.1-6, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont insérées :

1° à l'alinéa 2, les mots « par immersion » sont remplacés par « dans la langue cible » ;

2° un alinéa 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« Ces périodes peuvent être données par un instituteur primaire en immersion, un maître d'éducation physique en immersion, un instituteur primaire qui répond à la condition de l'article 14 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ou un maître de seconde langue. Dans l'enseignement libre, pour les établissements n'ayant pas fait le choix d'adhérer à la neutralité selon la procédure prévue à l'article 1.7.4-1, elles peuvent également l'être par un maître de religion disposant d'un certificat de connaissance approfondie de la langue cible ou par un maître de morale non confessionnelle disposant d'un certificat de connaissance approfondie de la langue cible. » ;

3° un alinéa 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« Le choix de la fonction ou des fonctions à activer fait l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale. » ;

4° un alinéa 5 est ajouté, rédigé comme suit :

« Toutefois, ce choix ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans l'une des fonctions activées. Quel que soit le choix effectué, le pouvoir organisateur est tenu d'appliquer les mesures préalables à la disponibilité et les règles de réaffectation auxquelles il est soumis à l'ensemble des fonctions pouvant être activées. ».

Art. 8. À l'article 2.2.3-2, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, tel que remplacé par le décret du 20 juillet 2022, les mots « des périodes générées pour les cours des titulaires visées à l'article 29, § 1^{er}, du même décret, » sont insérés entre les mots « pour l'organisation de l'accompagnement personnalisé, » et les mots « des périodes de reliquat ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires, abrogatoire et finale*

Art. 9. L'article 31bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que remplacé par l'article 4, s'applique :

1° à partir du premier jour de l'année scolaire 2023-2024 pour tous les élèves scolarisés en 1^{re}, 2e, 3e et 4e années primaires ;

2° à partir du premier jour de l'année scolaire 2024-2025 pour tous les élèves scolarisés en 5e année primaire ;

3° à partir du premier jour de l'année scolaire 2025-2026 pour tous les élèves scolarisés en 6e année primaire.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le § 6 de l'article 31bis précité s'applique à partir du premier jour de l'année scolaire 2023-2024 pour tous les élèves scolarisés dans le niveau d'enseignement primaire.

Art. 10. Dans le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le Tronc commun, il est inséré un article 18/3, rédigé comme suit :

« Article 18/3. Par dérogation à l'article 2.2.1-2, alinéa 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, durant les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, dans les communes dotées d'un régime spécial visées à l'article 1.8.1-1, 1^o, et dans les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'horaire hebdomadaire des élèves peut être maintenu à 28 périodes. ».

Art. 11. L'article 15 du décret du 20 juillet 2022 relatif au dispositif de l'accompagnement personnalisé et portant diverses mesures accompagnant la mise en œuvre du Tronc commun, et octroyant des moyens aux écoles de l'enseignement primaire pour apporter un soutien pédagogique et éducatif ciblé et renforcé aux élèves, est abrogé.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 28 août 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donnée à Bruxelles, le 22 juin 2023.

Ministre-Président,
P-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATINY

Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 549-1. – Rapport de commission, n°549-2 – Texte adopté en commission, n° 549-3 – Texte adopté en séance plénière, n°549-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 21 juin 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43464]

22 JUNI 2023. — Decreet tot toekenning van aanvullende lestijden bestemd voor de gemeenschappelijke kern in het gewoon lager onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Bepaling tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs

Artikel 1 - In artikel 14 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs worden de woorden "In de lagere scholen waar het onderwijs van de tweede taal wettelijk verplicht is, wordt dit onderwijs gegeven" vervangen door de woorden "In de lagere scholen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en van de gemeenten met een bijzonder stelsel bedoeld in artikel 1.^o.8.1-1, 1^o, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook in het kader van artikel 2.2.1-6, § 2, van voornoemd Wetboek, kan dit onderwijs worden gegeven".

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Artikel 1. In artikel 30, § 2, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022 worden de woorden "prioritair aan de geïndividualiseerde begeleiding en, in voorkomend geval," ingevoegd tussen de woorden "wordt het verschil aangewend" en de woorden "aan de ondersteuning".

Art. 2. Artikel 31 van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 31. - Onverminderd artikel 27 wordt het aantal lestijden voor de cursussen moderne taal, van toepassing op de eerste dag van het schooljaar tot het einde van het schooljaar, bepaald op basis van de schoolbevolking bevestigd op voorafgaand 15 januari naar rato van 2 lestijden per begonnen schijf van 23 leerlingen rekening houdend met de gecumuleerde bevolking van het 3de, 4de, 5de en 6de leerjaar van het lager onderwijs, per vestigingsplaats.

In afwijking van het vorige lid kan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in de gemeenten bedoeld in artikel 1.8.1-1, 1^o, van het Wetboek voor het onderwijs en in de lagere scholen opgericht met toepassing van artikel 6 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in de gemeenten bedoeld in artikel 3, 1^o, van dezelfde wet, het aantal lestijden voor de cursussen moderne talen, dat van toepassing is vanaf de eerste dag van het schooljaar tot het einde van het schooljaar, bepaald worden op basis van de schoolbevolking bevestigd op de vorige 15 januari, naar rata van 3 lestijden per begonnen schijf van 23 leerlingen, rekening houdend met de gecumuleerde bevolking van het 3de, 4de, 5de en 6de leerjaar lager onderwijs, per vestigingsplaats.

In de gevallen waarin, overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 1, zesde lid, of artikel 27, het lestijdenpakket berekend wordt op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 30 september, zijn de in aanmerking te nemen leerlingen de leerlingen die op 30 september in het 3de tot en met het 6de leerjaar lager onderwijs zitten.

In afwijking van de nadere regels bepaald in het eerste en tweede lid, wanneer op voorafgaand 15 januari het aantal in aanmerking te nemen leerlingen nul of groter is dan 1 en wanneer op 1 oktober van het lopende schooljaar dit aantal groter is dan 0, zijn de in aanmerking te nemen leerlingen de leerlingen die op 30 september in de leerjaren 3 tot en met 6 zitten.

In afwijking van de nadere regels bepaald in het eerste en tweede lid, wanneer op voorafgaand 15 januari het aantal in aanmerking te nemen leerlingen gelijk is aan of groter is dan 1 en wanneer op 30 september van het lopende schooljaar dit aantal gelijk is aan nul, wordt geen lestijd moderne taal toegekend vanaf 1 oktober.

Voor zover de school onderdompelingsonderwijs in gebarentaal organiseert, worden 2 extra lestijden van het aanvullende lestijdenpakket per cursus georganiseerd, zoals bepaald het eerste en tweede lid. Deze twee lestijden moeten de leerlingen die naar school gaan op basis van de artikelen 12, 13, 13bis en 13ter van dit decreet in staat stellen om een cursus moderne taal in gebarentaal te volgen".

Art. 3. Artikel 31bis van het decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, bij het decreet van 3 mei 2012 en bij het decreet van 11 april 2014, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 31bis. - 1. Met het oog op de invoering van gepersonaliseerde begeleiding overeenkomstig artikel 2.2.3-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt het aantal lestijden dat specifiek voor gepersonaliseerde begeleiding wordt gegenereerd, per vestigingsplaats als volgt bepaald:

1^o in het eerste en tweede leerjaar lager onderwijs wordt 1 lestijd gegenereerd per begonnen schijf van 5 leerlingen, gebaseerd op de totale schoolbevolking voor deze twee studie jaren;

2^o in het 5de en 6de leerjaren lager onderwijs wordt 1 lestijd gegenereerd per begonnen schijf van 20 leerlingen, gebaseerd op de totale schoolbevolking voor deze twee studie jaren.

In afwijking van de berekening bedoeld in het eerste lid wordt voor de vestigingsplaatsen met minder dan 26 leerlingen in het lager onderwijs die alleen het 1ste en 2de jaar lager onderwijs organiseren, een minimum van 4 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

In afwijking van de berekening bedoeld in het eerste lid wordt voor de vestigingsplaatsen met minder dan 26 leerlingen in het lager onderwijs en die alleen het 3de en het 4de leerjaren organiseren, een minimum van 2 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

In afwijking van berekening bedoeld in het eerste lid wordt voor de vestigingsplaatsen met minder dan 26 leerlingen in het lager onderwijs en die alleen het 5de en het 6de leerjaar van het lager onderwijs organiseren, een minimum van 2 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

In afwijking van de berekening bedoeld in het eerste lid wordt voor de vestigingsplaatsen met minder dan 26 leerlingen in het lager onderwijs en die het 1ste tot het 4de leerjaar lager onderwijs organiseren, een minimum van 2 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

In afwijking van de berekening bedoeld in het eerste lid wordt voor de vestigingsplaatsen met minder dan 26 leerlingen in het lager onderwijs en die het 3de tot het 6de leerjaar lager onderwijs organiseren, een minimum van 2 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

In afwijking van de berekening bedoeld in het eerste lid wordt voor de vestigingsplaatsen die tussen 26 en 44 leerlingen in het lager onderwijs tellen en die het 1ste tot het 4de leerjaar lager onderwijs organiseren, een minimum van 4 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

Als overgangsmaatregel voor het schooljaar 2023-2024 wordt voor de vestigingsplaatsen met minder dan 26 leerlingen in het lager onderwijs en die alle jaren lager onderwijs organiseren, een minimum van 2 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

Als overgangsmaatregel voor het schooljaar 2023-2024 wordt voor de vestigingsplaatsen die tussen 26 en 44 leerlingen in het lager onderwijs tellen en die alle jaren lager onderwijs organiseren, een minimum van 4 lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding gegarandeerd.

Onverminderd artikel 27 worden de lestijden gegenereerd door gepersonaliseerde ondersteuning bepaald op basis van het aantal leerlingen die op 15 januari van het voorafgaande schooljaar regelmatig waren ingeschreven in de betrokken leerjaren.

Deze lestijden worden toegekend vanaf de eerste dag van het schooljaar tot de laatste dag van het schooljaar. Ze mogen enkel worden gebruikt in de vestigingsplaatsen die ze hebben toegekend. Ze moeten worden gebruikt om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 2.2.1-4, § 3, eerste lid, 4°, en tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs voor alle groepen-klassen van de vestigingsplaatsen.

Als er, in afwijking van het vorige lid, lestijden overblijven nadat de verplichtingen van artikel 2.2.1-4, § 3, eerste lid, 4°, en tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs voor alle groepen-klassen van de vestigingsplaatsen vervuld zijn, dan zijn die lestijden bestemd om de ingevoerde gepersonaliseerde ondersteuningsmaatregelen te versterken of voor andere pedagogische of organisatorische doeleinden die aangepast zijn aan de realiteit en de lokale behoeften van de inrichtingen.

§ 2 Het personeelslid dat instaat voor de gepersonaliseerde begeleiding is een leerkracht lager onderwijs, een leerkracht lager onderwijs onderdompeling, een meester tweede taal, een meester filosofie en burgerschap, een directeur belast met de klassen of een logopedist, zoals met name bepaald door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De keuze van de functie(s) is onderworpen aan voorafgaand overleg binnen de lokale organen voor sociaal overleg. Deze keuze mag echter niet leiden tot de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat benoemd of aangeworven is in vast verband in een van de geactiveerde functies.

§ 3. Voor leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld in § 2 :

1° de omvang van de prestaties van de leden van het onderwijzend personeel bedoeld in het eerste lid wordt bepaald volgens de normen vastgesteld bij het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijzpersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

2° de omvang van de lestijden van de cursussen van de leden van het bestuurspersoneel bedoeld in het eerste lid wordt bepaald overeenkomstig artikel 23, § 1, van dit decreet;

3° deze bedoelde betrekkingen worden op vrijwillige basis toegekend aan personeelsleden, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenning van de betrekkingen. De gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een benoeming of aanwerving in vast verband.

§ 4. Voor de logopedisten bedoeld in § 2 :

1° zijn de artikelen 99, 100 en 101 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs op hen van toepassing;

2° worden de betrekkingen op vrijwillige basis toegekend aan personeelsleden, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenning van betrekkingen. De gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een benoeming of aanwerving in vast verband.

§ 5 Alle betrekkingen, omgerekend in lestijden, worden omgerekend naar rata van 24 lestijden per volledige opdrachtlast, ongeacht de personeelscategorie en het prestatiestelsel dat in de betreffende functie van kracht is.

§ 6. Elke vestigingsplaats met vijf of meer leerlingen :

1° een opvangtehuis of -gezin, voor zover ze er door de rechter of adviseur voor hulpverlening aan de jeugd zijn geplaatst;

2° een internaat voor kinderen waarvan de ouders geen vaste verblijfplaats hebben;

3° een opvangcentrum georganiseerd of erkend door de "Office de la naissance et de l'enfance";

geniet een halve lestijd per leerling waarvan sprake in punten 1° tot en met 3°, afgerond naar de bovenste eenheid

Deze lestijden worden toegevoegd aan de lestijden voor de gepersonaliseerde begeleiding bedoeld in paragraaf 1.

Een attest afgeleverd door de directie van het opvangcentrum, internaat voor kinderen waarvan de ouders geen vaste verblijfplaats, opvangtehuis of -gezin hebben, moet ter verantwoording worden voorgelegd aan de controleur. Dit document moet elk jaar worden vernieuwd."

Art. 4. In artikel 45 van het decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022, wordt het zesde lid vervangen als volgt:

"Artikel 26, § 1, eerste tot derde lid, en artikel 41, § 2, zijn van toepassing op de telling van het aantal leerlingen bedoeld in de voorgaande leden."

HOOFDSTUK 3. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijzpersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten

Art. 5. In artikel 21, § 2, eerste lid, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijzpersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten worden de woorden "van de lestijden gepersonaliseerde begeleiding" ingevoegd tussen de woorden "van de periodes lichamelijke opvoeding" en de woorden "en van lestijden moderne talen".

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Art. 6. In artikel 2.2.1-6, § 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

1° in het tweede lid worden de woorden "door onderdompeling" vervangen door "in de doeltaal";

2° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Deze lestijden kunnen worden gegeven door een leraar lager onderwijs in immersie, een meester lichamelijke opvoeding in immersie, een leraar lager onderwijs die voldoet aan de voorwaarden van artikel 14 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs of een meester tweede taal. In het vrij onderwijs, voor inrichtingen die niet gekozen hebben voor neutraliteit volgens de procedure bedoeld in artikel 1.7.4-1, mogen ze ook onderwezen worden door een meester godsdienst met een getuigschrift van grondige kennis van de doeltaal of door een meester niet-confessionele zedenleer met een getuigschrift van grondige kennis van de doeltaal";

3° er wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De keuze van de te activeren functie(s) is het voorwerp van voorafgaand overleg binnen de lokale organen voor sociaal overleg;

4° er wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Deze keuze mag echter niet leiden tot de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat benoemd of aangeworven is in vast verband in een van de geactiveerde functies. Ongeacht de gemaakte keuze is de inrichtende macht verplicht de maatregelen die voorafgaan aan de terbeschikkingstelling en de regels inzake reffectatie waaraan zij is onderworpen, toe te passen op alle functies die kunnen worden geactiveerd.

Art. 7. In artikel 2.2.3-2, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, zoals vervangen bij het decreet van 20 juli 2022, worden de woorden "van de lestijden die worden gegeneerd voor de cursussen van de titularissen bedoeld in artikel 29, § 1, van hetzelfde decreet," ingevoegd tussen de woorden "voor de organisatie van de gepersonaliseerde begeleiding," en de woorden "van de resterende lestijden".

HOOFDSTUK 5. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 8. Artikel 31bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals vervangen bij artikel 4, is van toepassing:

1° vanaf de eerste dag van het schooljaar 2023-2024 voor alle leerlingen in het 1, 2, 3 en 4 jaar lager onderwijs;

2° vanaf de eerste dag van het schooljaar 2024-2025 voor alle leerlingen in het 5e jaar lager onderwijs;

3° vanaf de eerste dag van het schooljaar 2025-2026 voor alle leerlingen in het 6e jaar lager onderwijs.

In afwijking van het vorige lid is § 6 van het voornoemde artikel 31bis van toepassing vanaf de eerste dag van het schooljaar 2023-2024 voor alle leerlingen die zijn ingeschreven in het lager onderwijs.

Art. 9. In het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern wordt een artikel 18/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 18/3. In afwijking van artikel 2.2.1-2, vierde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, kan tijdens de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025, in de gemeenten met een bijzonder stelsel bedoeld in artikel 1.8.1-1, 1°, en in de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, het weekrooster voor de leerlingen worden behouden op 28 lestijden."

Art. 10. Artikel 15 van het decreet van 20 juli 2022 betreffende de voorziening voor persoonlijke begeleiding en houdende diverse maatregelen ter begeleiding van de uitvoering van de gemeenschappelijke kern, en voor de toekenning van middelen aan basisscholen om een gerichte en versterkte pedagogische en opvoedkundige ondersteuning te geven aan de leerlingen, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 juni 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 549-1. – Commissieverslag, nr. 549-2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 549-3 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 549-4

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 21 juni 2023.